

Venezuela : la bataille du « monde perdu »

vendredi 3 mai 2019, par [ANGOSTO-FERRÁNDEZ Luis](#) (Date de rédaction antérieure : 22 avril 2019).

Au-delà des récents conflits frontaliers liés à la souveraineté nationale et à l'aide étrangère, l'extraction minière dans une région du pays qu'on appelle souvent le « monde perdu » se produit sur un fonds de violence contre les peuples autochtones.

Le 22 février dernier, l'armée vénézuélienne a ouvert le feu sur un blocus de la route Troncal 10 Kumarakapay, une communauté autochtone Pemon dans la vaste région Gran Sabana du Venezuela, tuant immédiatement deux manifestants et en blessant gravement au moins six autres. Troncal 10 est la seule route goudronnée reliant le Venezuela au Brésil et les manifestants ont souvent eu recours à son blocage comme tactique de dernier recours pour exiger des services urgents ou s'opposer à des décisions politiques. Le Kumarakapay Pemon organisait un « point de contrôle de sécurité autochtone » dans leur communauté depuis plus d'un an. Il n'était donc pas surprenant qu'ils aient bloqué la route ce jour-là.

Les attaques ont été frappantes et brutales - et ne constituent pas la norme pour les communautés de la Gran Sabana, qui jouissaient historiquement d'une autonomie relative dans les territoires à majorité de Pemon. Au-delà du recours disproportionné à la force dans le contexte de la présidence intérimaire autoproclamée de Juan Guaidó et des menaces à la souveraineté vénézuélienne, cet événement reflète une escalade des abus militaires et une augmentation de la violence généralisée autour des mines d'or et de diamants dans la région.

Le meurtre des manifestants de Pemon a été éclipsé par d'autres événements de la journée, qui ont marqué l'apogée de l'escalade du conflit entre le gouvernement de Nicolás Maduro et les partisans du président par intérim autoproclamé, Juan Guaidó. La situation immédiate a tourné autour de l'arrivée de « l'aide humanitaire » aux frontières du Venezuela, un plan initié par le gouvernement américain et d'autres qui ont officiellement reconnu le président Guaidó en janvier. Alors que les forces militaires étrangères manœuvraient dans les Caraïbes et que les convois transportant de l'aide approchaient du Venezuela, le gouvernement de Maduro a déployé des troupes supplémentaires près des frontières avec la Colombie et le Brésil, dénonçant le plan d'aide dans le cadre d'un projet de coup d'État. Mais entretemps, une bataille encore plus dramatique a eu lieu ces jours-ci à Gran Sabana.

Extractivismes

Le principal facteur de conflit dans la région provient en effet de l'extraction d'or et de diamants, qui s'est développée à différentes échelles depuis au moins 150 ans. Ces minéraux sont abondants dans la Gran Sabana et, en raison des conditions géologiques de la région, ils peuvent souvent être extraits avec un équipement relativement peu coûteux - contrairement à l'industrie à forte intensité de capital nécessaire pour extraire ces minéraux dans de nombreuses autres régions du monde. Ces conditions ont fait qu'une partie importante de la population autochtone participe directement à l'exploitation minière, des travailleurs journaliers aux gestionnaires.

Bien que certains Pemon désapprouvent l'activité minière dans la Gran Sabana et que la plupart

reconnaissent qu'elle est dévastatrice pour l'environnement, beaucoup en dépendent pour leur survie et leur développement socio-économique. Il existe peu d'autres solutions économiques dans la région, la production agricole dépassant à peine les niveaux de subsistance dans la plupart des communautés. Dans le passé, le travail dans les mines était essentiellement perçu comme temporaire, mais il est progressivement devenu une source permanente d'emplois et de revenus pour certaines communautés Pemon. Ces communautés craignent de nouvelles dépossessions - une crainte justifiée compte tenu de l'afflux de mineurs clandestins provenant d'autres régions et de l'étranger, ainsi qu'une augmentation des licences octroyées par l'État pour des contrats miniers car l'or est devenu plus rentable ces dernières années. Entre 2005 et 2010, les prix de l'or ont triplé.

Les Pemon sont aujourd'hui déterminés à protéger leurs droits fonciers contre les saisies extérieures, mais une partie de cette population l'associe également à leurs propres droits d'extraction de minéraux. Ces Pemon ne voient aucune autre solution réaliste à court terme et ne veulent pas renoncer à une source de revenu qui leur permette de rester dans leur région.

Autour des sites d'extraction, la population minière a régulièrement signalé des abus de la part du personnel militaire, notamment des « taxes » illégalement perçues pour permettre l'extraction ou demander de l'argent lorsque de l'équipement, du carburant ou des biens commerciaux sont importés dans des zones minières. Ces extorsions largement reconnues sous-tendent les précédents enlèvements de militaires par des groupes Pemon. Dans d'autres cas, les communautés ont réagi aux interventions des forces de sécurité qui auraient pour but d'empêcher l'extraction minière illégale par enlèvement.

Des groupes d'autodéfense armés sont également apparus dans certaines communautés de Pemon, déclarant publiquement dans certains cas leur objectif de protéger ce qu'ils considèrent être leurs droits d'extraction légitimes et dans d'autres cas comme un moyen d'exercer un certain contrôle sur des terres qu'ils voient de plus en plus envahies. En cherchant à contrôler l'extraction, ces groupes armés doivent affronter des mafias du crime organisé, qui contrôlent déjà les zones minières situées au nord de la Gran Sabana. Mais ils doivent également affronter les forces armées lorsqu'elles tentent d'extorquer des mineurs et d'arrêter des activités minières illégales.

Il sera nécessaire de s'attaquer aux conditions particulières de l'exploitation minière dans la région pour faciliter toute solution à long terme de l'intensification des conflits dans la région, tout en mettant en place des mécanismes efficaces pour mettre un terme à tous les types d'exploitation minière illégale, nationale ou étrangère. De tels mécanismes sont difficiles à envisager sans le soutien de structures solides, difficiles à mettre en place dans un pays profondément déstabilisé et actuellement dans un état d'exception apparemment permanent.

Coordination
Luis Angosto-Ferrández

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez chaque lundi par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais, dans la semaine écoulée.

P.-S.

[Luis Angosto-Ferrández](#). Extrait d'un texte paru dans NACLA, 22 avril 2019

Plateforme Altermondialiste

<http://alter.quebec/venezuela-la-bataille-du-monde-perdu-dans-la-gran-sabana/>